

# Tensions et gesticulations avant Seattle

Vives querelles entre Europe et Etats-Unis vendredi.

Les relations transatlantiques se sont brutalement tendues, vendredi. L'objet du contentieux entre Washington et Bruxelles porte sur le déroulement du prochain cycle de négociations visant à libéraliser davantage le commerce mondial — qui s'ouvrira à Seattle le 30 novembre au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le commissaire européen chargé des relations commerciales, le Français Pascal Lamy, a estimé que, compte tenu de l'approche américaine, le «cycle du millénaire» risquait «de ne pas être lancé»: «Nous pensons que l'ordre du jour proposé par les Américains est trop limité pour répondre aux défis actuels.»

Pascal Lamy, commissaire européen

Les Européens veulent inclure dans la discussion des questions comme l'investissement ou la concurrence, alors que les Américains voudraient s'en tenir à l'agriculture et aux services.

**Attaques.** De son côté, le commissaire européen chargé de l'Agriculture, Franz Fischler, a vertement répliqué vendredi à la volonté affichée, la veille, par Bill Clinton d'obtenir le démantèlement de la politique agricole commune (PAC). Ces attaques, selon Fischler, «sont une tentative claire des Etats-Unis de détourner l'attention du public de leur mauvaise volonté à inclure dans le nouveau round des secteurs politiquement sensibles aux Etats-Unis».

Dans cette ambiance acrimonieuse, Romano Prodi, le président de la Commission, a pris une initiative pour le moins curieuse. Il a annoncé, vendredi matin, aux quinze chefs d'Etat et de gouvernement réunis en Finlande pour un sommet européen (lire aussi en pages Monde), qu'il se rendrait à Washington le 27 octobre pour y rencontrer Bill Clinton. L'idée, selon son porte-parole, Ricardo Levi, est d'arriver à une «position commune» entre Européens et Américains. Ne s'agirait-il pas là d'une tentative de passer par-dessus la tête de Pascal Lamy?

Les Français ont immédiatement réagi: Romano Prodi peut, certes, se rendre à Washington si cela peut détendre l'atmosphère, mais seul «Pas-

cal Lamy sera habilité à négocier au nom de l'Union», ont insisté les porte-parole de Maignon et de l'Elysée.

**Mandat flou.** En outre, les gouvernements n'ont toujours pas fixé de mandat précis à la Commission. En effet, la question de la «diversité» culturelle — moins blessante pour les anglo-saxons que le mot «exception» — a empêché l'Union de s'entendre, lundi à Luxembourg. Pour Paris, «la culture et l'audiovisuel ne sont pas des marchandises ordinaires qui peuvent être libéralisées».

La France veut obtenir trois choses: une reconnaissance du principe de la «diversité culturelle», la capacité pour l'Union de promouvoir librement l'industrie audiovisuelle et le

maintien des acquis de l'Uruguay Round. Le principe de l'exception culturelle permet de décider du degré de l'ouverture de leur marché tout en continuant à subventionner leur industrie. Mais la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Suède sont farouchement opposés au projet français, qui, selon eux, ferait le jeu des partisans d'un cycle minimaliste limité à l'agriculture et aux services.

**Controverse.** La «clause sociale» (pas de libre commerce avec ceux qui ne respectent pas les droits syndicaux, l'interdiction du travail des enfants, etc.) est également controversée. Soutenue par la France, l'Allemagne — grande puissance industrielle confrontée à des coûts du travail élevés — réclame la création d'un groupe de travail au sein de l'OMC sur le sujet. Une demande jugée ir-

réaliste par la plupart de ses partenaires, qui craignent d'attiser la méfiance des pays en développement.

Les Quinze se sont néanmoins mis d'accord sur les grandes lignes de leur position. Ainsi dans les domaines de l'agriculture — où l'Union acceptera de négocier des réductions des aides accordées aux paysans —, de la sécurité alimentaire, des services, des investissements, de la concurrence, de l'accès au marché, de l'environnement, des marchés publics, des obstacles techniques, etc. Autant de domaines où les Quinze sont unis, bien plus qu'ils ne l'ont jamais été lors des négociations chaotiques de l'Uruguay Round ●

ISABELLE MARCHAIS  
(à Bruxelles)  
et JEAN QUATREMER  
(à Tampere, Finlande)

(17)  
Economie  
Culture  
audiovisuel